

## La longue marche des enfants d'immigrés

En 1983, les violences entre jeunes des banlieues et policiers se multiplient. Afin de sortir de cette haine réciproque, les jeunes organisent la Marche pour l'égalité et contre le racisme. Cette manifestation pacifiste et très médiatisée sera récupérée par SOS Racisme. Presque trente ans après, dans les banlieues, rien n'a vraiment changé ou alors peut-être en pire : plus de violence, d'insécurité et de drogue. Entretien avec Djamel Atallah, l'un des co-organisateur de cette marche.



© DR

**À l'automne 1983, la Marche pour l'égalité et contre le racisme – plus tard appelée « Marche des Beurs » par les médias – part de Marseille.**

**Dans quel contexte est-elle née ?**  
À l'époque, la ZUP des Minguettes à Vénissieux, dans la banlieue de Lyon, est constituée d'une multitude d'immeubles de vingt-cinq étages – une ville dans la ville – et de micro-quartiers. La grande majorité des habitants est arrivée après la guerre d'Algérie. En 1981, des émeutes explosent dans la cité à la suite d'affrontements entre jeunes et forces de police. Les jeunes met-

tent en cause les discriminations, les contrôles au faciès et le racisme. En 1983, le meurtrier du jeune Ahmed Bouttelja, tué près de Lyon, jusque-là placé en préventive, est remis en liberté. Deux jours plus tard, les forces de l'ordre investissent massivement la cité des Minguettes et se heurtent aux jeunes. Dans notre quartier, le local des jeunes est mis à sac, des mères agressées. Ces violences mettent le feu aux poudres. Un groupe de jeunes – dont je ne fais pas partie – entame une grève de la faim pour interpeller les pouvoirs publics. Christian Delorme de la Cimade, militant du Mouvement pour une alternative non violente (MAN) et prêtre dans une ville voisine, les soutient et nous incite à créer l'association SOS Avenir Minguettes. Toumi Djaidja est élu président et moi trésorier.

À l'époque, la ZUP est en pleine rénovation/destruction. La crise économique et son lot de licenciements accentuent les tensions et nos angoisses. Pour la plupart d'entre nous, en échec scolaire ou orientés vers une voie de garage, l'avenir s'annonce sombre. Nous subissons des discriminations à tous les niveaux (emploi, logement, accès à la santé) et avons peu de moyens pour accéder aux loisirs. Notre quartier constitue notre seul horizon. Les tensions entre une

partie de la jeunesse – en grande majorité composée d'enfants d'immigrés maghrébins – et les forces de l'ordre sont très fortes. À cette époque, les habitants des quartiers populaires assistent à un regain de racisme très important, à des actes d'une extrême gravité, à des crimes contre des Maghrébins commis par des policiers ou de simples citoyens. La guerre d'Algérie est encore très présente dans les esprits, la police et le corps préfectoral comptent beaucoup d'anciens colons ayant bénéficié d'une discrimination positive. À quinze ans, je me retrouvais au commissariat pour des chapardages et j'entendais des insultes telles que « *Bougnoule* » ou « *Petit Melon* ». À l'époque, un policier tirant sur un Arabe reste souvent impuni. La France n'a pas encore pris conscience que la main-d'œuvre étrangère arrivée vingt ans plus tôt avait des enfants dans ses valises et que d'autres naîtraient en France. Des enfants qui ont grandi et vont rester. Une jeunesse pas tout à fait blanche qui a besoin de s'exprimer.

**Quel événement déclenche la Marche ?**

Un soir de juin, la police course des ados pour un vol de véhicule. Un chien policier mord un petit sans

que son maître n'intervienne. En s'interposant, Toumi Djaïdja reçoit une balle dans le ventre. Les secours mettent une demi-heure à arriver, les policiers repartent tranquillement. Toumi reste huit heures sur le billard. Le lendemain, avec d'autres jeunes, nous ordonnons aux ouvriers qui travaillaient à la destruction des immeubles de partir. Nous voulons tout faire sauter pour protester à la fois contre l'agression de notre ami et la destruction du quartier. Mais en se réveillant sur son lit d'hôpital, Toumi nous demande d'entreprendre une marche pacifique à travers la France en s'inspirant de Gandhi, découvert grâce à Christian Delorme. Objectif: sortir de la haine réciproque. Alors que nous sommes partisans de méthodes plus musclées, Christian a un petit sourire en coin. À force de discussions, il nous convainc d'organiser une Marche. Sans aucune histoire militante, ni culture politique, nous nous sommes appuyés sur les réseaux chrétiens, humanistes et anti-racistes, notamment ceux de la

Cimade. Nous construisons un itinéraire Sud/Nord (Marseille/Lyon/Paris). En été, Christian et moi distribuons 50 000 tracs lors d'un rassemblement sur le Plateau du Larzac, annonçant notre initiative. Des dizaines d'associations de solidarité nous pro-

rencontrer les habitants de la ZUP avec Georgina Dufoix, secrétaire d'État à la Famille, à la Population et aux Travailleurs immigrés et son attaché parlementaire, Jean Blocquaux. Ces deux derniers s'intéresseront beaucoup à la Marche. Peu après

## En se réveillant sur son lit d'hôpital, Toumi nous demande d'entreprendre une marche pacifique à travers la France en s'inspirant de Gandhi.

posent accueil et hébergement tout le long du parcours. Nous partons de Marseille à quinze – garçons et filles – dans l'indifférence quasi générale. Nous marchons pacifiquement avec une seule revendication: « *Nés en France, nous réclamons le droit à l'égalité de traitement* ». Notre arrivée à Lyon est super festive: sur le plateau des Minguettes, les mères ont préparé un couscous géant. La presse commence alors à s'intéresser à nous. Quelques mois auparavant, le président François Mitterrand était venu

notre arrivée à Lyon, trois légionnaires défenestrent Habib Grimzi, un jeune Algérien de vingt-six ans dans le train Bordeaux-Vintimille. Ce crime choque la France entière et donne un coup de fouet à notre mouvement. À notre arrivée à Paris, plus de 100 000 personnes nous attendent.

### Quelles sont les répercussions de la Marche?

La Marche a montré à la France qu'une partie de sa jeunesse est d'origine immigrée et qu'elle doit prendre

1983 : Place de la Bastille à Paris, avant le départ de la dernière étape de la «marche pour l'égalité et contre le racisme». © AFP - PIERREVERDY



en compte cette réalité. À travers le pays, les jeunes issus de l'immigration mais aussi de nombreux Français s'identifient à nous. François Mitterrand nous reçoit à l'Élysée. Pour la première fois, je côtoie de nombreux policiers sans être verbalisé ! Le président nous annonce la création d'une carte unique de dix ans pour les étrangers, remplaçant les cartes de séjour et de travail. Très bien, mais cette revendication est celles des associations d'immigrés et de leurs soutiens. Pour notre part, nous demandons l'égalité des droits et la justice pour tous.

Une jeune chargée de mission, Ségolène Royal, nous incite à préciser à la presse que nous avons obtenu la « Carte de dix ans. » Naïfs et innocents, nous commençons à nous faire manipuler. En 1984, Mitterrand décide de créer un grand mouvement de jeunesse contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations. Il charge des jeunes issus du mouvement trotskiste, comme Julien Dray ou Harlem Désir, de travailler sur la question. Ils créent l'association SOS

appuyant sur des réseaux. Mais le manque d'organisation, de moyens et des conflits entre nous aboutissent à un échec. Malgré tout, en 1985, nous organisons les premières Assises des jeunes de banlieue à Lyon avec l'association de filles ZAMA Banlieues, pourtant farouchement opposée à la « La Marche des curetons » ! Nous ne leur en tenons pas rigueur. Notre objectif ? Faire émerger une fédération d'associations assez autonomes. Les débats sont passionnants mais, une fois de plus, nous n'avons pas les moyens de nos ambitions.

### Quels mouvements naissent de la Marche ?

En 1984, Farida Belghoul lance Convergence 84 : une marche à mobylette. Cinq groupes – soit 60 000 jeunes – partis de diverses villes se retrouvent à Paris pour dénoncer les discriminations. Leur démarche a une coloration plus politique que la nôtre, mais dénonce aussi les discriminations. Leur slogan ? « *La France est comme une mobylette, elle a besoin*

encore davantage de violence, d'insécurité et la banalisation de la drogue. Contrairement à 1981, les émeutes s'étendent à tout le territoire. Dominique de Villepin, alors Premier ministre, invite les différentes associations de banlieue – j'y étais au titre du collectif Banlieues Respect – pour discuter. Nous lui conseillons avant tout d'interdire à son ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, d'insulter les jeunes et de jeter de l'huile sur le feu avec ses invectives : « *Je vais vous débarrasser de cette racaille* » ou encore : « *Je nettoierai la cité au Karcher.* » Nous abordons ensuite la question des discriminations (emploi, logement, ghettos...) et soulignons que la politique de la Ville, depuis sa création, est en inadéquation avec les besoins des quartiers. De plus, aujourd'hui, les jeunes issus de l'immigration maghrébine sont encore plus éloignés de leurs racines. Peu connaissent l'histoire des luttes menées dans le passé, parmi lesquelles s'inscrit la Marche.

Propos recueillis par **Katia Rouff**

## Les créateurs de l'association SOS Racisme récupèrent l'héritage de la Marche sans nous associer à rien.

Racisme, récupèrent l'héritage de la Marche sans nous associer à rien. Ils instrumentalisent la main de Fatma que nous portons autour du cou en créant une petite main jaune frappée du slogan : « *Touche pas à mon pote* ». Christian Delorme leur adresse une lettre ouverte pour obtenir une réunion publique avec une délégation d'anciens marcheurs, un collectif de jeunes issus de l'immigration de la région parisienne et des associations de travailleurs immigrés. L'association nous reçoit à titre privé et la réunion tourne vite au vinaigre. Nous sommes face à des durs, soutenus par les services de communication de l'Élysée et de nombreuses personnalités du monde des médias ou de la culture. Nous tentons alors de constituer un mouvement autonome en nous

*de mélange pour avancer.* » Pourtant, l'initiative ne débouche sur aucune action précise. Cependant, durant ces années-là, naîtront des milliers d'associations liées à l'immigration (culturelles, sociales, de solidarité...)

### Que vous ont inspiré les émeutes urbaines de 2005 ?

En 2005, les jeunes des quartiers populaires subissent toujours des contrôles au faciès, des violences policières, la stigmatisation de la part des médias. Comme en 81, les émeutes naissent d'un affrontement avec les forces de l'ordre. Deux ados, Zyed Benna et Bouna Traoré, trouvent la mort en tentant d'échapper à un contrôle de police. Les jeunes de 2005 souffrent du même mal-être que ceux des années 80 avec

#### A lire :

*Les guerres de mémoires. La France et son histoire*, sous la direction de Pascal Blanchard et Isabelle Veyrat-Masson, Ed. la Découverte, 2010.

*Dix ans de marche des beurs. Chronique d'un mouvement avorté*, Saïd Bouamama, Ed. Desclée de Brouwer, 1994

*La marche, traversée de la France profonde*, Bouziz Kara, Ed. Sindbab, 1984.

*Histoire politique des immigrations (post) coloniales. France, 1920-2008*, Ahmed Boubeker et Abdellali Hajjat, Editions Amsterdam, 2008.